

ISDAO

ALODO

Rapport d'évaluation de l'impact du
Fonds RESPOND (2020 - 2024)



ALODO: Rapport d'évaluation de l'impact du Fonds RESPOND (2020 - 2024)

Consultante principale : Ndidi Daniela Ashu

Soutien éditorial : Olumide Makanjuola, Steffie Kueviakoe et Stéphane Simporé

Traduction : Akey Fabrice Looky

Mise en page et conception graphique : Njau Samson

Direction artistique : Stéphane Simporé, Phidelia Imiegha et Aamowi Longdon

Le titre du rapport s'inspire du mot « Alodo », qui signifie, dans les langues Fon et Ewe, « Entraide » (littéralement « main dans la main »). Il fait référence à une action menée par plusieurs personnes. Les langues fon et éwé sont parlées dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et au-delà, notamment au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Nigeria et au Togo.

Remerciements

Ndidi Daniela Ashu, consultante indépendante principale, ainsi que son équipe (Anne-Marie Nwaobasi, Mikang Longjan et Victobelle Dos'tino) adressent leurs sincères remerciements à l'équipe de l'ISDAO (Caroline Kouassiaman, Olumide Makanjuola, Steffie Kueviakoe et Raymond Adadjisso) pour leur disponibilité et leur soutien continu tout au long du processus d'évaluation. L'équipe tient également à exprimer ses remerciements à tous les bailleurs, partenaires et membres du personnel de l'ISDAO qui se sont impliqués, ont consacré leur temps et ont partagé leurs réflexions pour permettre la réussite de cette évaluation.



Table des matières

3	Remerciements
5	Préambule
7	Abréviations
8	Présentation générale
	a. Présentation générale du fonds RESPOND
	b. Love Alliance
	c. Parties prenantes du fonds RESPOND
10	Méthodologie
	a. Considérations éthiques
	b. Approche, conception et portée
	c. Réunions préliminaires
	d. Analyse documentaire
	e. Stratégie d'échantillonnage et collecte de données
	f. Analyse des données
	g. Limites de l'évaluation/difficultés rencontrées
15	Conclusions de l'évaluation
	a. Définition d'une situation d'urgence par les partenaires subventionné-es
	b. Impact du fonds RESPOND sur les organisations LGBTQI (2020-2024)
	c. Principaux résultats et pratiques efficaces identifiés
	d. Obstacles rencontrés par les partenaires subventionné-es du fonds RESPOND et stratégies d'adaptation mises en œuvre
39	Étude de cas
	a. Contexte et situation
	b. Portée et couverture au Nigeria et au Burkina Faso
	c. Types d'urgences traitées
	d. Histoires de changement : témoignages du terrain
44	Recommandations à l'endroit de l'ISDAO et des bailleurs de fonds qui appuient le mouvement LGBTQI en Afrique de l'Ouest
	a. Actions prioritaires (impact immédiat)
	b. Actions secondaires et mesures opérationnelles (renforcement de la qualité, de la cohérence et de la durabilité)
	c. Recommandation stratégique transversale

Préambule

Cette étude vise à mesurer les contributions et les effets du fonds RESPOND de l'ISDAO au cours de la période de financement 2020-2024, ainsi que certaines considérations de nature qualitative recueillies au début de l'année 2025. L'année 2025 n'a pas été prise en compte lors de l'analyse vu que l'évaluation a été réalisée au moment où les subventions pour 2025 venaient tout juste d'être versées [aux partenaires subventionnés]. L'objectif principal de l'évaluation était de fournir une analyse objective, complète et fondée sur des preuves de l'impact du fonds lors de cette période. En notre qualité d'évaluateur-rices externes, nous avons réalisé cette étude dans le respect des normes les plus strictes en matière de professionnalisme, de transparence et de meilleures pratiques reconnues dans le secteur.

Pour cette évaluation, nous avons adopté une approche méthodologique rigoureuse, qui comprend une revue documentaire, une collecte de données, des entretiens avec des acteur-rices clés, des discussions de groupe et une analyse de référence au regard des normes en vigueur dans le secteur.

Il se doit de noter que cette étude a été menée de manière indépendante, sans affiliation organisationnelle ni parti pris. Bien que l'ISDAO ait soutenu le processus en facilitant l'accès aux coordonnées des bailleurs et des organisations subventionnées, l'organisation n'a pas participé à la collecte des données, à l'analyse ou à l'interprétation des résultats. L'équipe chargée de l'évaluation a maintenu une position neutre et impartiale tout au long du processus, s'appuyant uniquement sur des données factuelles pour présenter une évaluation précise et équilibrée des performances du fonds.

Toutes les informations recueillies dans le cadre de l'évaluation ont été traitées dans la plus grande confidentialité. Les conclusions présentées dans ce rapport sont fondées sur les données et les preuves fournies par l'ISDAO et les différentes catégories de parties prenantes impliquées dans le processus d'évaluation.

Si l'évaluation vise à fournir des informations utiles sur les performances et l'impact du fonds RESPOND de l'ISDAO, elle reconnaît également que l'amélioration continue fait partie intégrante de la croissance organisationnelle. En conséquence, les recommandations formulées dans le présent rapport se veulent constructives et tournées vers l'avenir, afin d'aider l'ISDAO à renforcer et à maximiser l'impact du fonds.

Nous sommes convaincu-es que les conclusions et recommandations présentées ici serviront de base à un dialogue éclairé, à l'apprentissage et à l'action stratégique en ce qui concerne le fonds RESPOND de l'ISDAO.



Abréviations

EJAF	Elton John AIDS Foundation
GD	Groupe(s) de discussion
ISDAO	Initiative Sankofa d'Afrique de l'Ouest
LGBTQI	Personnes lesbiennes, homosexuelles, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes
ONG	Organisation non gouvernementale
PAOS	Panel d'activistes pour l'octroi de subventions
DSSR	Droits et santé sexuels et reproductifs
TS	Travailleur-ses du sexe
UD	Personnes qui consomment des drogues, usagères de drogues

Présentation générale

a. Présentation générale du fonds RESPOND

Le fonds RESPOND est un mécanisme de réponse rapide mis en place par l'ISDAO afin d'apporter une assistance financière rapide aux partenaires subventionné-es financés dans le cadre des subventions régionales de l'ISDAO (PAOS) et de la Love Alliance. Dès le départ, le fonds RESPOND a été pensé pour appuyer les réponses collectives apportées à l'échelle du mouvement, ou même entre les différents mouvements (notamment dans le cadre de la Love Alliance). Par le biais du fonds RESPOND, l'ISDAO verse des subventions d'urgence d'un montant de 1000 dollars américains aux organisations LGBTQI d'Afrique de l'Ouest afin de les aider à répondre aux besoins urgents en matière de sécurité et d'urgence qui peuvent survenir lors de la mise en œuvre des activités mises en œuvre dans le cadre des subventions de base au cours de chaque cycle de financement.

Le fonds se veut flexible et réactif, afin de permettre aux partenaires subventionné-es d'identifier et de hiérarchiser leurs besoins en cas d'urgence selon les spécificités de leur contexte et les risques auxquels leur environnement les expose. L'utilisation du fonds RESPOND est documentée par le biais des processus existants de rapport de subventions, afin d'en garantir la redevabilité tout en réduisant au minimum la charge administrative pour les partenaires subventionné-es.

b. Love Alliance

Dans le cadre de la présentation générale du fonds RESPOND, cette évaluation inclut les organisations dirigées par des communautés de travailleur-ses du sexe (TS) et de personnes qui consomment des drogues (UD), qui ont reçu des subventions du fonds RESPOND par le biais de l'initiative Love Alliance.

La Love Alliance¹ est une initiative quinquennale (2021-2025) visant à promouvoir la santé et l'autonomisation des communautés LGBTQI, TS et UD grâce à une approche plus inclusive et centrée sur les personnes en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs (DSSR). Elle est financée par le ministère néerlandais des Affaires étrangères dans le cadre de son fonds dédié à la DSSR et est mise en œuvre en partenariat avec des

1 <https://isdao.org/initiatives-speciales/>

parties prenantes clés, notamment l'ISDAO. En Afrique de l'Ouest, la Love Alliance est présente au Burkina Faso et au Nigeria. L'initiative vise à renforcer le plaidoyer aux niveaux national et sous-régional et à cultiver l'implication des activistes dans les principaux espaces de prise de décision grâce à l'octroi de subventions, à l'accompagnement et au soutien au plaidoyer, à la création de mouvements et à la mobilisation communautaire menée par les mouvements LGBTQI, d'UD et de travailleur-ses du sexe. Elle encourage une meilleure reconnaissance de l'intersectionnalité et de l'interdépendance des luttes que mènent ces communautés, contribuant ainsi à des mouvements plus diversifiés et plus unis. Tout en complétant le travail continu de l'ISDAO pour renforcer les mouvements LGBTQI en Afrique de l'Ouest, la Love Alliance fait progresser la vision plus large de l'ISDAO d'une région plus juste et plus inclusive, en mettant l'accent de manière holistique sur la lutte contre les facteurs structurels de la prévalence du VIH, notamment la stigmatisation, la discrimination, les violences basées sur le genre et le patriarcat.

c. Parties prenantes du fonds RESPOND

Le fonds RESPOND mobilise plusieurs groupes de parties prenantes, chacun jouant un rôle distinct dans la conception, le financement et la mise en œuvre du mécanisme :

- * L'ISDAO, dont le rôle est de gérer et de distribuer les ressources du fonds RESPOND aux partenaires subventionné-es éligibles et de superviser la mise en œuvre.
- * Les partenaires subventionné-es de l'ISDAO, qui consacrent les ressources du fonds RESPOND à répondre aux besoins urgents en matière de sûreté, de sécurité et d'urgence dans leur contexte.
- * Les bailleurs de fonds directs du fonds RESPOND, qui fournissent des financements spécifiquement destinés au fonds : Le seul bailleur de fonds qui a fourni des financements spécifiquement et directement destinés au fonds RESPOND est la Elton John AIDS Foundation (EJAF). En outre, le fonds RESPOND a été appuyé dans le cadre de la Love Alliance (les partenaires subventionné-es dans le cadre de ce programme ont bénéficié de fonds d'urgence mis à disposition par la Love Alliance). D'autres bailleurs de fonds historiques de l'ISDAO ont également contribué aux activités du fonds RESPOND par le biais de leurs subventions sans restriction/générales à l'ISDAO, permettant ainsi de l'alimenter dès sa création (avant l'implication de l'EJAF).
- * Des bailleurs de fonds indirects : comme mentionné ci-dessus, il s'agit de bailleurs de fonds qui fournissent un financement flexible à l'ensemble des subventions de l'ISDAO. À partir de ce financement, l'ISDAO alloue des ressources au fonds RESPOND à sa discrétion. En d'autres termes, il s'agit de subventions globales accordées à l'ISDAO, à partir desquelles l'ISDAO peut financer le fonds RESPOND

Méthodologie

Cette section décrit les considérations éthiques qui ont guidé l'évaluation et résume la conception, la portée, les publics cibles, l'échantillonnage et la collecte de données, les approches d'analyse et les limites de l'évaluation.

a. Considérations éthiques

L'évaluation a suivi les principes éthiques suivants :

- * **Participation volontaire** : Tou-tes les participant-es (répondant-es à l'enquête, personnes interrogées et participant-es aux groupes de discussion) ont participé volontairement et pouvaient se retirer à tout moment sans fournir de justification [préalable].
- * **Consentement éclairé** : les participant-es ont été informé-es à l'avance de l'objectif et de l'utilisation prévue de l'évaluation, notamment au début des entretiens, des groupes de discussion et des questionnaires.
- * **Confidentialité** : les données personnelles collectées dans le cadre des enquêtes, des entretiens et des groupes de discussion n'ont pas été communiquées à des tiers.
- * **Ne pas nuire** : l'équipe d'évaluation a pris des mesures pour s'assurer que l'évaluation ne causait aucun préjudice physique, social, psychologique ou autre aux participant-es.

b. Approche, conception et portée

L'objectif principal de cette évaluation est d'évaluer les contributions et les résultats du fonds RESPOND de l'ISDAO et d'examiner comment celui-ci a contribué à appuyer les communautés pour lesquelles il a été conçu. L'évaluation identifie également les possibilités de renforcer la durabilité du fonds au fil du temps. De plus, elle donne un aperçu de la manière dont les partenaires subventionné-es définissent les situations d'urgence et dont les besoins d'urgence ont été pris en compte par le fonds.

Cette évaluation sommative examine la contribution du fonds RESPOND à l'amélioration de la sécurité et de la protection des communautés LGBTQI en Afrique de l'Ouest au cours de la période 2020-2024. Les données issues de 2025 sont incluses à titre de contexte qualitatif uniquement, les allocations ayant été récemment versées.

Les données ont été collectées à l'aide d'une approche mixte, comprenant une analyse documentaire des documents pertinents, une enquête en ligne, des entretiens avec des informateur-rices clés et des groupes de discussion. Les données quantitatives et qualitatives ont été analysées afin de fournir une évaluation équilibrée des performances et des résultats du fonds.

c. Réunions préliminaires

L'équipe d'évaluation a mené des entretiens préliminaires avec le personnel de l'ISDAO afin de préciser les attentes, de confirmer les priorités de l'évaluation et de répondre à toutes les questions. Les conclusions de ces consultations ont permis d'actualiser le plan de travail de l'évaluation.

d. Analyse documentaire

Afin de mieux comprendre le fonds, son contexte de mise en œuvre et les résultats observés, l'équipe d'évaluation a procédé à une analyse documentaire axée principalement sur les rapports des partenaires subventionné-es, qui comprenaient des documents sur l'utilisation du fonds RESPOND. Ces rapports ont permis de mieux comprendre les types d'urgences traitées et, lorsque ces informations étaient disponibles, les montants dépensés et le nombre de personnes aidées.

e. Stratégie d'échantillonnage et collecte de données

Entre 2020 et 2024, l'ISDAO a octroyé 369 subventions du fonds RESPOND par l'intermédiaire du PAOS. Si certains partenaires ont bénéficié d'un soutien pendant plusieurs années, 110 organisations distinctes ont bénéficié de ce soutien au cours de cette période. Toutes les organisations qui ont reçu le soutien du fonds RESPOND entre 2020 et 2024 ont été incluses dans le cadre d'échantillonnage de l'enquête. Au moment de l'évaluation, les allocations du fonds RESPOND pour 2025 venaient tout juste d'être décaissées.

Le fonds RESPOND a un seul bailleur de fonds direct, qui constituait l'échantillon complet des bailleurs de fonds et qui a été interrogé dans le cadre de l'évaluation. Neuf membres du personnel de l'ISDAO ayant une connaissance directe et une implication dans le fonds RESPOND ont également été inclus dans l'échantillon.

L'échantillon total de l'évaluation comprenait 231 répondant-es, principalement des membres du personnel des organisations partenaires subventionné-es (221, soit 95,7 % pour l'enquête et les groupes de discussion), ainsi que des membres du personnel de l'ISDAO (9, soit 3,9 %) et un bailleur de fonds (0,4 %). L'évaluation s'appuie donc principalement sur les points de vue des partenaires subventionné-es, complétés par les observations opérationnelles, stratégiques et financières du personnel de l'ISDAO et du bailleur de fonds.

La collecte de données a permis d'obtenir 134 enquêtes remplies par le personnel des organisations partenaires (dans certains cas, plusieurs membres du personnel des organisations subventionnées ont répondu à l'enquête) et sept enquêtes remplies par le personnel de l'ISDAO. La participation à l'enquête parmi les partenaires subventionnés-es a été jugée satisfaisante compte tenu de la nature sensible sur le plan de la sécurité et du caractère urgent des interventions d'urgence. Huit réponses à l'enquête auprès des partenaires subventionnés-es ont été exclues de l'analyse quantitative en raison d'une interruption prématurée ou de réponses incomplètes aux questions d'évaluation fondamentales. Les sept réponses à l'enquête auprès du personnel de l'ISDAO étaient complètes et ont été incluses.

Des données qualitatives ont été recueillies à travers un entretien avec un bailleur de fonds et cinq groupes de discussion (GD) avec des partenaires subventionnés-es afin de renforcer l'interprétation des résultats de l'enquête. Les GD ont été organisés en anglais et en français afin de garantir l'inclusivité dans les contextes anglophones et francophones, reflétant la répartition géographique des partenaires subventionnés-es dans les neuf pays focaux de l'ISDAO : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana,

Libéria, Mali, Nigeria, Sénégal et Togo. La sélection des participant-es a été guidée par les réponses à l'enquête (y compris le consentement au suivi) et équilibrée en fonction du pays, du rôle organisationnel et de l'expérience en matière d'intervention d'urgence soutenue par le fonds RESPOND.

f. Analyse des données

Les données qualitatives ont été codées et organisées en thèmes et sous-thèmes. L'équipe d'évaluation a comparé et harmonisé les cadres de codage entre les différentes sources de données, puis a procédé à un examen conjoint et à une consolidation avant de rédiger les conclusions. Cette approche a favorisé la triangulation et renforcé la confiance dans les tendances identifiées dans l'ensemble des données.

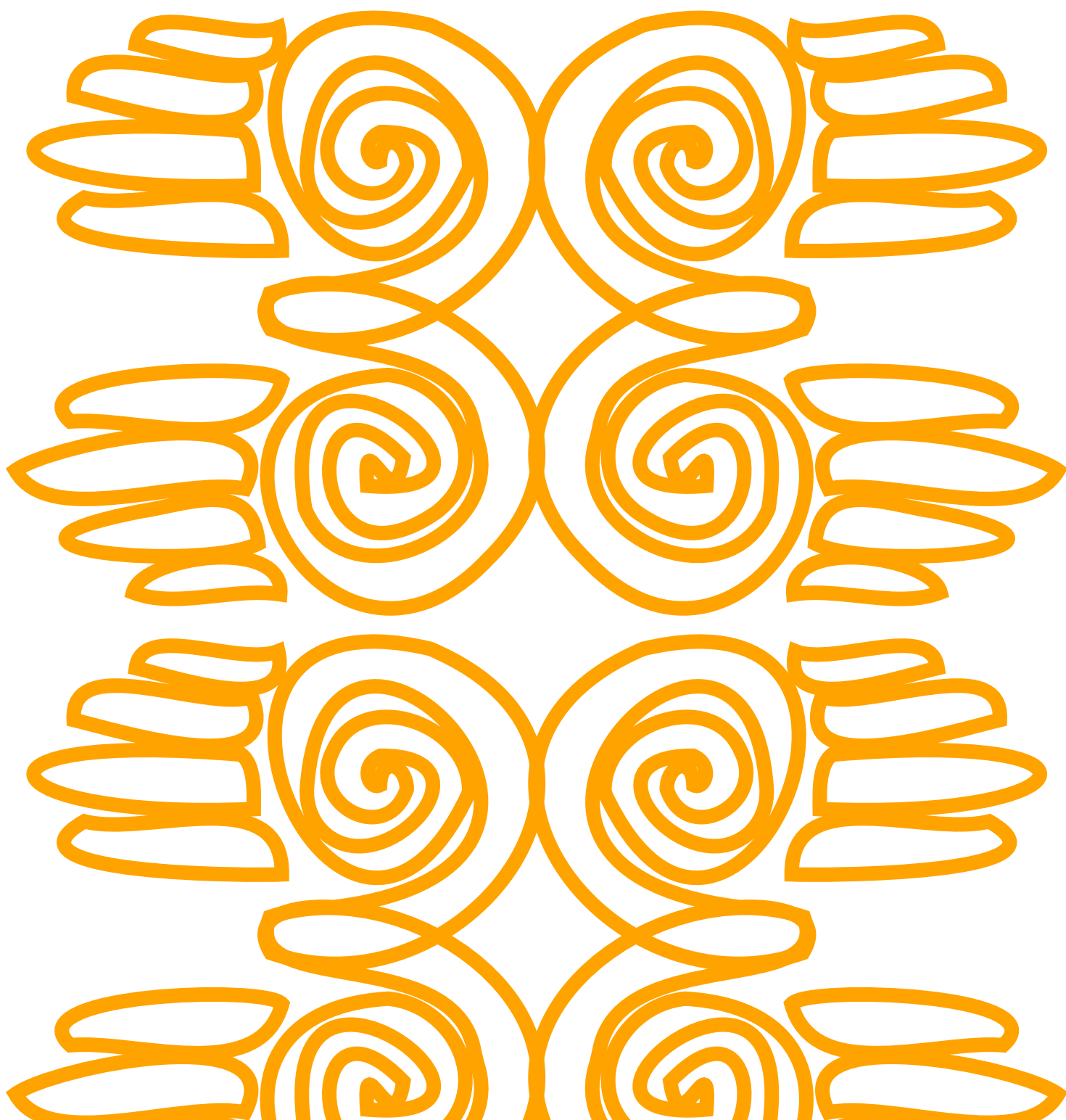
Les données quantitatives de l'enquête ont été analysées à l'aide d'Excel et de SurveyMonkey.

g. Limites de l'évaluation/difficultés rencontrées

Plusieurs limites doivent être prises en compte lors de l'interprétation des conclusions :

- * L'évaluation s'appuie principalement sur des données autodéclarées par les organisations subventionnées, le personnel de l'ISDAO et les participant-es aux groupes de discussion. Bien que cela soit approprié pour capturer les perceptions et les expériences vécues, cela peut introduire un biais de mémoire ou de réponse.
- * La répartition des répondant-es entre les pays est inégale, ce qui limite la fiabilité des comparaisons au niveau national et la généralisation dans les contextes où les échantillons sont de taille réduite.
- * La documentation et la quantification des interventions d'urgence varient selon les années et les contextes en raison de la nature rapide, sensible et soumise à des contraintes de sécurité du travail d'intervention d'urgence, ce qui limite la mesure systématique de la portée et des résultats.
- * L'évaluation se focalise sur les résultats à court terme et l'impact perçu plutôt que sur le suivi longitudinal des résultats, ce qui limite l'évaluation des changements durables.

- * Pour des raisons éthiques et de sécurité, certains détails ont été anonymisés ou omis, ce qui limite la profondeur de l'analyse au niveau des cas, mais est nécessaire pour protéger les personnes et les organisations.
- * Les GD ont été organisés au cours de la première semaine de décembre, période qui coïncidait avec une charge de travail importante pour de nombreux partenaires en raison des activités liées à la campagne annuelle des 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre.



Conclusions de l'évaluation

a. Définition d'une situation d'urgence par les partenaires subventionné-es

Les organisations subventionné-es définissent une situation d'urgence comme une situation soudaine et à haut risque qui menace immédiatement la sécurité, la liberté, la santé ou la survie des personnes LGBTQI ou des organisations qui les accompagnent.

Les situations d'urgence sont le plus souvent associées à des arrestations, des violences, des divulgations d'informations, des déplacements forcés, des crises et des perturbations dans la fourniture de services sanitaires, découlant souvent des contextes pénalisants et des environnements sociaux hostiles. Ces situations sont typiquement pressantes, imprévisibles et dénuées de mécanismes de soutien alternatifs, exigeant des interventions rapides et modulables.

Lors de l'évaluation, les définitions des situations d'urgence données par les partenaires subventionné-es ont été regroupées dans les catégories suivantes :

1. Menaces immédiates pour la vie, la sécurité physique ou la liberté

Les situations d'urgence sont souvent définies comme des situations impliquant un danger imminent, notamment :

- Arrestations, détentions ou descentes de police
- Violences collectives, agressions ou menaces de violences physiques
- Déplacements forcés ou relocalisations urgentes

Les répondant-es ont souligné que les situations d'urgence sont des situations où tout retard pourrait entraîner des dommages graves, des détentions ou des décès, et où une intervention rapide est nécessaire pour éviter une escalade [de la situation].

2. Crises liées à la pénalisation

De nombreuses organisations établissent un lien direct entre les situations d'urgence et les lois et pratiques répressives qui criminalisent :

- Les identités et expressions LGBTQI
- Le travail du sexe
- La consommation de drogues

Dans ces contextes, les situations d'urgence impliquent souvent des acteur-rices étatiques ou non étatiques qui invoquent la pénalisation, ce qui conduit à des arrestations, des extorsions, des chantages ou des violences.

3. Urgences sanitaires et médicales

Les organisations définissent également les situations d'urgence comme des situations impliquant des besoins sanitaires urgents, en particulier lorsque les systèmes sont défaillants ou que la discrimination restreint l'accès aux services. Voici quelques exemples:

- Blessures résultant de violences ou d'agressions
- Soins médicaux d'urgence après une arrestation ou des agressions
- Crises de santé mentale liées à la divulgation, à un traumatisme ou à des menaces

La discrimination au sein des établissements de santé publique aggrave souvent ces situations d'urgence, ce qui accroît la dépendance à l'égard des financements d'urgence..

4. Divulgation d'informations sensibles, visibilité et risque pour la réputation

Un thème récurrent dans tous les contextes est la révélation soudaine, notamment :

- Outing sur les réseaux sociaux
- Dénonciation communautaire
- Couverture médiatique ou humiliation publique

Dans ces cas, la visibilité elle-même devient dangereuse et peut rapidement déclencher des menaces, des violences ou des mesures de la part de l'État.

5. Survie et interruption des services de l'organisation

Certaines organisations définissent les situations d'urgence au niveau organisationnel, notamment :

- Menaces obligeant les bureaux à fermer
- Incapacité à fonctionner en raison de risques liés à la sécurité
- Impossibilité soudaine d'accéder au personnel, aux bénéficiaires ou à des espaces sécurisés

Ici, une situation d'urgence est tout événement qui interrompt temporairement la capacité d'une organisation à fonctionner ou à protéger sa communauté.

6. Caractéristiques transversales d'une «situation d'urgence»

Dans tous les pays et tous les contextes, les partenaires subventionné-es décrivent les situations d'urgence comme étant :

- Soudaines et imprévisibles
- Urgentes (nécessitant une action dans les heures ou les jours qui suivent)
- À haut risque (juridique, physique, psychologique)
- Sous-financées (aucun autre financement disponible)
- Spécifiques au contexte (nécessitant un jugement local plutôt que des critères prédéfinis)

Il est important de noter que les organisations soulignent que les urgences ne sont pas toujours à grande échelle; beaucoup sont des crises individuelles ou touchant de petits groupes, mais entraînant des conséquences graves. La manière dont les partenaires subventionné-es définissent le terme «urgence» dans l'évaluation correspond parfaitement à la définition opérationnelle reflétée dans les rapports de projet du fonds RESPOND, qui présentent systématiquement **les urgences telles que des situations à haut risque nécessitant une intervention immédiate pour protéger la sécurité, la liberté, la santé ou la continuité organisationnelle.**

b. Impact du fonds RESPOND sur les organisations LGBTQI (2020-2024)

Ce chapitre présente les conclusions de l'évaluation sur les contributions du fonds RESPOND aux organisations LGBTQI au **Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Libéria, au Mali, au Nigeria, au Sénégal et au Togo** entre 2020 et 2024. S'il est difficile d'établir un lien de causalité direct dans des situations d'urgence complexes, les données mettent en évidence la contribution spécifique du fonds RESPOND à la stabilisation des organisations et à la protection des vies humaines. L'analyse s'appuie sur des données quantitatives et qualitatives issues d'enquêtes menées au niveau des organisations subventionnées du fonds RESPOND, complétées par les contributions du personnel de l'ISDAO. Les conclusions sont structurées selon **les critères d'évaluation de l'OCDE/CAD** (pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impact et durabilité) afin de fournir une évaluation systématique et pertinente pour les donateur-rices des performances et des résultats.

«Le fait de bénéficier du Fonds RESPOND a montré à quel point une aide d'urgence facilement accessible (sur le terrain) peut aller au-delà du secours immédiat, elle peut redonner espoir, renforcer la résilience et donner aux survivant-es les moyens de devenir des actrices du changement au sein de leur propre communauté».

—Groupe de discussion

Dans l'ensemble, les données indiquent que le fonds RESPOND a fonctionné comme un mécanisme de financement d'urgence très pertinent, efficace et efficient, en particulier dans des contextes marqués par la pénalisation, la violence et le rétrécissement de l'espace civique. Parallèlement, les conclusions soulignent les limites structurelles du financement d'urgence pour assurer une durabilité à long terme sans soutien complémentaire axé sur le relèvement ou la résilience.

Résumé des perceptions selon les critères de l'OCDE/CAD

Le tableau ci-dessous, fondé sur les données d'enquête obtenues auprès des organisations, compile les perceptions des partenaires subventionné-es au sujet des performances du fonds RESPOND selon **les critères d'évaluation de l'OCDE/CAD**. Les scores reflètent une moyenne (établie sur une échelle de 5 points, le cas échéant) et la proportion de répondant-es qui sont d'accord ou tout à fait d'accord avec chaque indicateur.

Tableau 1. Résumé des performances du fonds RESPOND par rapport aux critères d'évaluation de l'OCDE/CAD (2020-2024)

Critère OCDE/CAD	Indicateur (énoncé de l'enquête)	Note moyenne	% d'accord/tout à fait d'accord
Pertinence	Réponse aux besoins les plus urgents de la communauté	4,75	91,8 %
Cohérence	Alignement avec les autres activités de l'organisation	-	89,7 % (Oui)
	Collaboration avec d'autres organisations lors de situations d'urgence	-	78,3 % (Oui)
Efficacité	A répondu efficacement aux situations d'urgence	4,53	85,8 %
Impact (mouvement)	A renforcé la résilience de la communauté	4,61	79,1 %
	A contribué aux priorités du mouvement LGBTQI	4,62	86,6 %
Impact (espace civique)	A contribué à élargir l'espace civique/de défense des droits des personnes LGBTQI	4,04	60,4 %
Durabilité	Résultats durables au-delà de la période de financement	3,89	55,2 %
	Renforcement des capacités pour les crises à venir	4,07	63,4 %

Source : Enquête auprès des organisations subventionnées

Dans l'ensemble, le fonds RESPOND obtient ses meilleurs résultats en matière de **pertinence**, **d'efficacité** et **d'impact au niveau du mouvement**. Cela indique qu'il est bien adapté aux besoins urgents de la communauté et qu'il permet de mettre en place des interventions d'urgence en temps opportun. Les notes attribuées à la **cohérence** suggèrent en outre que le fonds RESPOND est bien intégré dans les mandats organisationnels et soutient les interventions collectives axées sur le mouvement. En revanche, les notes attribuées à la **durabilité** sont plus mitigées, reflétant les limites structurelles du financement d'urgence à court terme pour générer des résultats durables sans soutien complémentaire axé sur le relèvement ou la résilience. Cette tendance est conforme à la conception du fonds en tant que mécanisme d'intervention rapide plutôt que d'intervention de développement à long terme.

Conclusions de l'OCDE/CAD

1. Pertinence : répondre aux besoins urgents et vitaux

Les répondant-es à l'enquête ont attribué une note très élevée à la pertinence du fonds RESPOND, ce qui reflète la forte adéquation du fonds avec les besoins urgents de protection des communautés.

- **Organisations** : note moyenne de pertinence **4,75/5** (n=126); **97,6 %** ont attribué une note de 4 à 5 (« approuve/approuve fortement »).
- **Personnel de l'ISDAO** : note moyenne de pertinence **4,71/5** (n=7).
- **Tendance par pays (moyenne/5)** : notes les plus élevées au **Ghana (5,00)** et au **Libéria (5,00)**; notes les plus faibles (mais toujours élevées) en **Côte d'Ivoire (4,22)** et au **Bénin (4,50)**.

Des preuves qualitatives confirment que les ressources du fonds RESPOND sont utilisées lors de crises aiguës (notamment arrestations, divulgation, violence, urgences médicales, relocalisations forcées et fermeture imminente de l'organisation) où les autres sources de financement sont souvent inaccessibles ou trop lentes. Cette cohérence entre les différents contextes confirme que le fonds RESPOND est bien adapté aux réalités opérationnelles des organisations LGBTQI en Afrique de l'Ouest et comble une lacune évidente dans l'écosystème du financement d'urgence.

Le fonds RESPOND est perçu comme très pertinent dans tous les pays, répondant systématiquement aux besoins urgents dans des situations à haut risque et où le temps est compté.

2. Cohérence : alignement, coordination et action collective

Le fonds RESPOND fait preuve d'une forte cohérence tant avec les mandats organisationnels qu'avec les pratiques d'intervention d'urgence au niveau du mouvement.

Alignement : **89,7 %** des organisations ont déclaré que les interventions financées par le fonds RESPOND étaient alignées sur leur travail en cours (n = 126).

Coordination : **78,3 %** ont collaboré avec au moins une autre organisation lors d'une situation d'urgence soutenue par le fonds RESPOND (n = 129).

Mise en commun des ressources et entraide :

- 44,2 % ont mis en commun leurs fonds avec une autre organisation pour une situation d'urgence spécifique (n = 129).
- 45,0 % ont contribué à tout ou partie des ressources du fonds RESPOND dans le cadre d'un mécanisme collectif/mutuel (n = 129).
- 78,2 % ont utilisé le fonds RESPOND pour soutenir une situation d'urgence impliquant des personnes qui n'étaient pas membres officiel-les de leur organisation (n = 133).

Ces tendances suggèrent que le fonds RESPOND renforce un écosystème plus large d'entraide et de protection collective. Plutôt que de favoriser des interventions isolées, le fonds semble renforcer la solidarité et la coordination entre les organisations, en particulier dans les contextes à haut risque.

Le fonds RESPOND est bien intégré dans le travail organisationnel existant et soutient la coordination au niveau du mouvement, y compris l'entraide et le soutien indirect.

3. Efficacité : fournir des réponses d'urgence en temps opportun

Les données issues des évaluations quantitatives et des descriptions qualitatives indiquent que le fonds RESPOND s'est révélé très efficace pour permettre des interventions d'urgence rapides et appropriées.

- **Organisations** : note moyenne d'efficacité **4,53/5** (n = 124); **92,7 %** ont attribué une note comprise entre 4 et 5.
- **Personnel de l'ISDAO** : note moyenne pour les processus de subvention **4,71/5** (n=7).
- **Tendance par pays (moyenne/5)** : notes les plus élevées au **Burkina Faso (4,75)**, au **Ghana (4,75)** et au **Libéria (4,75)**; notes relativement plus faibles (mais toujours élevées) au **Togo (4,00)** et en **Côte d'Ivoire (4,33)**.

Diagramme 1 : Le fonds RESPOND a répondu efficacement aux situations d'urgence



Source : Enquête auprès des partenaires subventionné-es

Les données qualitatives soulignent que l'efficacité est étroitement liée à la conception opérationnelle du fonds RESPOND : la rapidité de la prise de décision, la flexibilité dans l'utilisation des fonds et la simplicité des exigences administratives permettent aux organisations d'agir rapidement lorsque tout retard pourrait accroître les préjudices.

Le fonds RESPOND atteint efficacement son objectif principal, permettant ainsi des interventions d'urgence rapides dans des contextes où la rapidité et la flexibilité sont essentielles.

4. Efficience: optimisation des ressources et rationalisation des processus

Le fonds RESPOND est largement perçu comme un moyen efficace d'utiliser des ressources limitées, ce qui reflète à la fois la rationalisation des processus d'octroi de subventions et la pertinence du soutien apporté. Les organisations ont souligné que l'efficacité repose sur :

- la simplification des exigences en matière de demande et de rapport ;
- la flexibilité dans les décisions de dépenses ; et
- des relations basées sur la confiance qui réduisent les coûts de transaction pendant les crises.

Compte tenu de la taille relativement modeste de la plupart des subventions du fonds RESPOND, les répondant-es ont souligné que le « rapport coût-efficacité » s'apprécie davantage sur le plan de la rapidité et de la pertinence qu'en termes de l'ampleur. Le nombre médian de bénéficiaires par intervention est modeste, ce qui reflète la nature individualisée et axée sur la protection des interventions d'urgence ; cependant, les

parties prenantes ont systématiquement décrit les résultats comme proportionnés à l'investissement.

Le fonds RESPOND offre un excellent rapport coût-efficacité en minimisant les coûts de transaction et en permettant une réponse rapide et adaptée au contexte.

5. Impact : résilience communautaire, pérennité du mouvement et espace civique

5.1 Impact et résilience du mouvement

Les impacts les plus significatifs du fonds RESPOND sont observés sur le plan de la résilience et de la pérennisation du mouvement.

- **Renforcement de la résilience communautaire** : moyenne de **4,61/5** (n = 113); note comprise entre 4 et 5 attribuée par **93,8 %**.
- **Contribution à la réalisation des priorités du mouvement LGBTQI** : moyenne de **4,62/5** (n = 126); note comprise entre 4 et 5 attribuée par **92,1 %**.
- **Personnel de l'ISDAO** : « Impact mesurable sur les communautés » moyenne de **4,57/5** (n=7).

Les conclusions qualitatives indiquent que les interventions d'urgence favorisent non seulement la protection des individus, mais aussi la pérennité des activités, la réduction de l'épuisement professionnel (burn-out) et la préservation des infrastructures du mouvement dans des environnements hostiles.

Le fonds RESPOND renforce la résilience et appuie l'activité continue des mouvements LGBTQI en aidant les organisations à rester opérationnelles pendant les crises.

5.2 Impacts en matière d'espace civique et de plaidoyer

Les contributions perçues en matière de plaidoyer et d'espace civique au sens large ont été jugées positives, mais plus variables, reflétant l'accent mis par le fonds RESPOND sur la protection et la stabilisation plutôt que sur le plaidoyer structurel.

- **Contribution en matière de plaidoyer/d'espace civique** : moyenne de **4,04/5** (n = 109); note comprise entre 4 et 5 attribuée par **74,3 %**.
- **Variations entre les pays (moyenne/5)** : Plus élevée au **Libéria (4,50)**, au **Ghana (4,38)** et au **Nigeria (4,32)**; plus faible en **Côte d'Ivoire (2,86)**, au **Mali (3,33)** et au **Burkina Faso (3,50)**.

Plusieurs personnes interrogées ont néanmoins décrit des impacts indirects de l'espace civique, tels que le renforcement de la crédibilité, l'amélioration des relations avec les acteurs locaux ou la capacité à reprendre le plaidoyer après la période de stabilisation.

Le fonds RESPOND note des impacts indirects significatifs émanant de l'espace civique, mais ceux-ci sont secondaires et dépendent du contexte.

6. Durabilité : état de préparation ou résultats à long terme

La durabilité apparaît comme le critère le plus restrictif, ce qui est typique des mécanismes d'intervention d'urgence. Les participant-es au sondage ont plus souvent mentionné des améliorations en matière de préparation et de capacité à gérer les crises, ce qui n'est pas le cas vis-à-vis des résultats durables au-delà de la période de financement.

- **Résultats durables au-delà de la période de financement** : moyenne de **3,89/5** (n = 113); note comprise entre 4 et 5 attribuée par **65,5 %**.
- **Renforcement des capacités pour faire face à de futures crises** : moyenne de **4,07/5** (n = 113); note comprise entre 4 et 5 attribuée par **75,2 %**.
- **Personnel de l'ISDAO** : « Stratégies de durabilité intégrées » moyenne de **3,71/5** (n = 7).

Les organisations ont essentiellement décrit la durabilité en termes d'amélioration des systèmes et de niveau de préparation (protocoles, réseaux d'orientation, mécanismes de coordination et apprentissage institutionnel) plutôt qu'en termes de résolution à long terme des facteurs de risque structurels tels que la pénalisation ou l'insécurité chronique. Ces résultats suggèrent que la durabilité pourrait être renforcée par des liens avec un appui à plus long terme axé sur le rétablissement et la résilience.

Le fonds RESPOND appuie les capacités de préparation et d'adaptation, mais la durabilité à long terme reste limitée sans sources de financement complémentaires.

7. Aperçu par pays

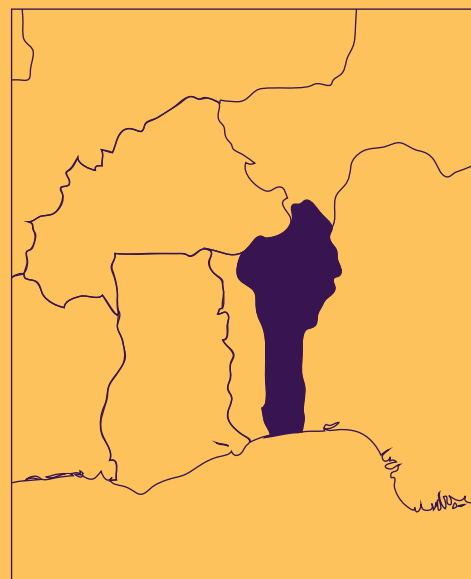
Bénin

Contexte et facteurs de risques : les organisations LGBTQI au Bénin opèrent dans un contexte de risques intermittents, mais récurrents, notamment l'étalement au grand jour [d'informations les concernant], des violences localisées et l'interruption des activités

Ce que le Fonds RESPOND a permis : l'aide apportée par le fonds RESPOND a permis aux organisations de réagir rapidement à des situations d'urgence ponctuelles, de faciliter la mise en place de mesures de protection à court terme et de coordonner leurs actions avec d'autres organisations similaires lors de crises.

Tendance majeure observée : bien que le nombre de bénéficiaires par intervention soit généralement modeste, le financement accordé par le fonds RESPOND est perçu comme très pertinent et bien adapté aux mandats des organisations. Les scores en matière de durabilité sont comparativement plus élevés que dans plusieurs autres pays.

Implications : au Bénin, le fonds RESPOND semble contribuer non seulement à une réponse immédiate face aux crises, mais aussi à l'amélioration progressive du degré de préparation et de l'apprentissage organisationnel.



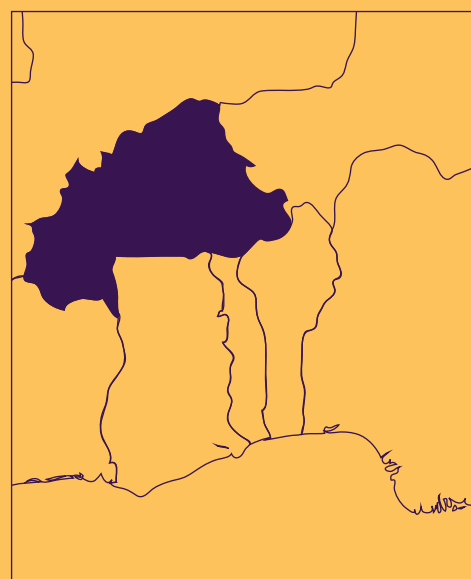
Burkina Faso

Contexte et facteurs de risque : le Burkina Faso connaît une situation d'insécurité, d'instabilité politique et de risque accru pour les communautés LGBTQI.

Ce que le Fonds RESPOND a permis : le fonds RESPOND a financé la mise en œuvre des mesures de protection d'urgence et aidé les organisations à assurer la continuité des activités pour les populations très vulnérables pendant les périodes de crise grave.

Tendance majeure observée : les organisations font état d'une très grande utilité et efficacité, ainsi que d'une étroite collaboration. En revanche, les impacts perçus en matière de plaidoyer et d'espace civique sont moindres, ce qui témoigne d'une approche axée principalement sur la survie.

Implications : le fonds RESPOND joue un rôle crucial dans la préservation des structures organisationnelles et permet aux services de ne pas être interrompus dans des contextes très instables.



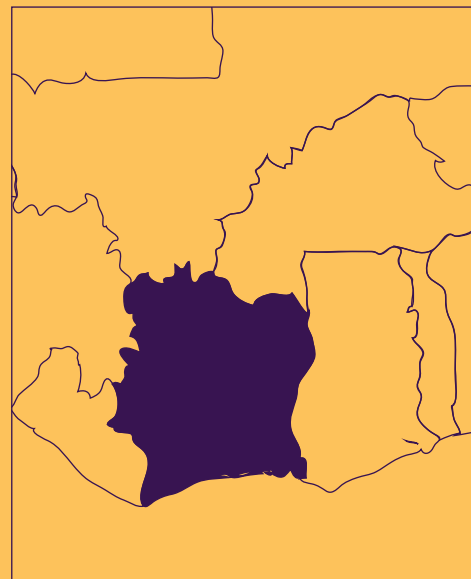
Côte d'Ivoire

Contexte et facteurs de risque : les organisations LGBTQI sont confrontées à des situations d'urgence périodiques liées à l'étalage au grand jour [d'informations les concernant], aux arrestations et à l'hostilité sociale, bien que les conditions soient moins instables que dans certains pays voisins.

Ce que le Fonds RESPOND a permis : le fonds RESPOND a permis de mettre en place des interventions d'urgence rapides axées sur la protection et la stabilisation immédiates.

Tendance majeure observée : si la pertinence et l'efficacité restent élevées, les contributions perçues en matière de plaidoyer et d'espace civique sont comparativement plus faibles.

Implications : en Côte d'Ivoire, le fonds RESPOND occupe un créneau essentiel en matière de protection d'urgence, sans toutefois être lié à un mouvement à plus long terme ou à un quelconque engagement politique.



Ghana

Contexte et facteurs de risque : la situation au Ghana est relativement favorable, mais de plus en plus imprévisible, avec des pics de risque périodiques.

Ce que le Fonds RESPOND a permis : le fonds RESPOND a permis, de manière systématique, d'apporter des solutions rapides et adaptées aux situations d'urgence, en donnant l'impression d'un bon rendement des ressources investies.

Tendance majeure observée : Le Ghana enregistre certaines des meilleures appréciations en matière de pertinence, d'efficacité et d'efficience, parallèlement à des effets plus visibles sur les mouvements et sur l'espace civique en comparaison avec d'autres contextes nationaux.

Implications : la stabilisation des situations d'urgence au Ghana semble soutenir un engagement et des actions de plaidoyer continus lorsque l'environnement opérationnel s'y prête.



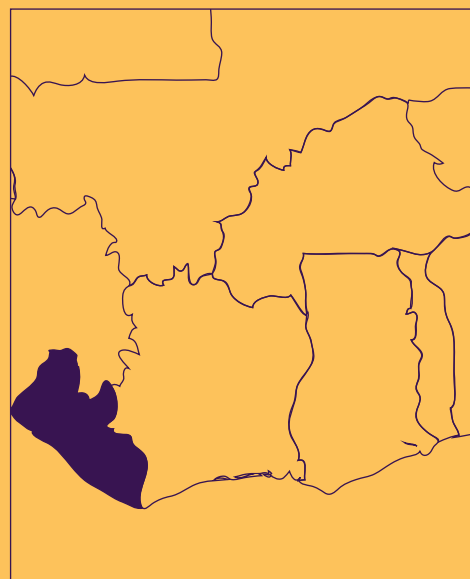
Libéria

Contexte et facteurs de risque : les organisations LGBTQI au Libéria font face à des risques importants et disposent d'un accès limité à des sources alternatives de financement d'urgence.

Ce que le Fonds RESPOND a permis : RESPOND a appuyé des interventions promptes, favorisé la collaboration et permis d'atteindre un nombre relativement plus élevé de bénéficiaires par intervention, en comparaison à plusieurs autres pays.

Tendance majeure observée : les organisations font état d'une très grande pertinence et efficacité. Néanmoins, la pérennité au-delà de la période de subvention demeure une préoccupation.

Implications : le fonds RESPOND est essentiel pour garantir la mise en œuvre de mesures de protection immédiate au Libéria, mais le renforcement de la résilience à plus long terme nécessiterait un appui complémentaire à la phase de relèvement.



Mali

Contexte et facteurs de risque : le Mali est marqué par une instabilité chronique et des crises récurrentes qui affectent les organisations LGBTQI.

Ce que le Fonds RESPOND a permis : l'appui du fonds RESPOND a soutenu des interventions d'urgence répétées et aidé les organisations à faire face à ces crises récurrentes.

Tendance majeure observée : le Mali enregistre une moyenne plus élevée du nombre de subventions RESPOND par organisation [car les fonds sont répartis entre plus de bénéficiaires] et des scores de durabilité relativement plus élevés, en particulier lorsqu'il s'agit de la capacité à gérer les crises.

Implications : au Mali, le fonds RESPOND contribue à renforcer la préparation et l'apprentissage institutionnel, quand bien même les impacts sur l'espace civique et les actions de plaidoyer demeurent limités.



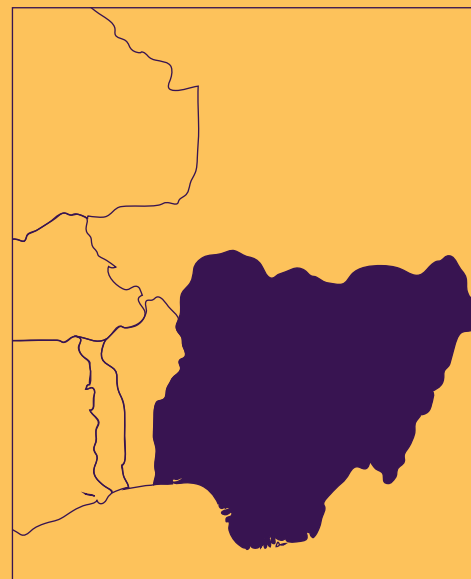
Nigeria

Contexte et facteurs de risque : le Nigeria concentre le plus grand nombre d'organisations soutenues par le fonds RESPOND et représente l'un des environnements opérationnels les plus restrictifs, en raison de la pénalisation et des violences récurrentes.

Ce que le Fonds RESPOND a permis : le fonds RESPOND a permis des interventions fréquentes et rapides face aux arrestations, aux cas de divulgation d'informations, aux violences et aux urgences juridiques.

Tendance majeure observée : le Nigeria présente de solides performances selon l'ensemble des critères de l'OCDE/CAD, avec des niveaux particulièrement élevés de pertinence, d'efficacité et d'impact au sein du mouvement.

Implications : le fonds RESPOND constitue un mécanisme d'urgence fondamental au Nigeria, soutenant la continuité organisationnelle et la résilience du mouvement dans un contexte de crises répétées.



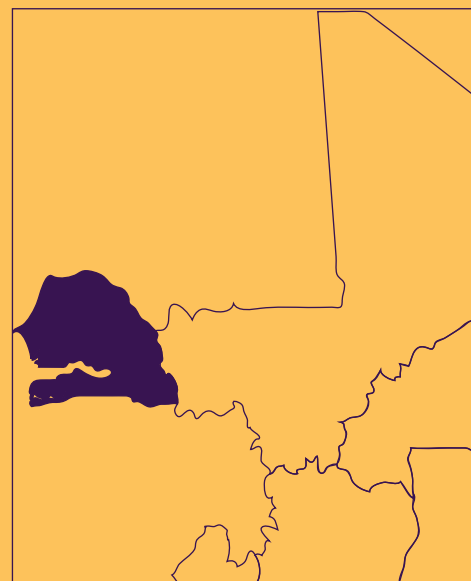
Sénégal

Contexte et facteurs de risque : le Sénégal présente un environnement intermédiaire, caractérisé par des urgences ponctuelles, mais moins de crises répétées que dans les contextes à plus haut risque.

Ce que le Fonds RESPOND a permis : le fonds RESPOND a joué un rôle stabilisateur lors des situations d'urgence, permettant des réponses rapides et assurant une protection à court terme.

Tendance majeure observée : les organisations relèvent la grande pertinence et efficacité, mais font état d'un accès moins fréquent au financement et de résultats plus limités en matière de durabilité.

Implications : le fonds RESPOND constitue un outil de stabilisation efficace au Sénégal, bien qu'il soit moins intégré dans les stratégies à plus long terme du mouvement.



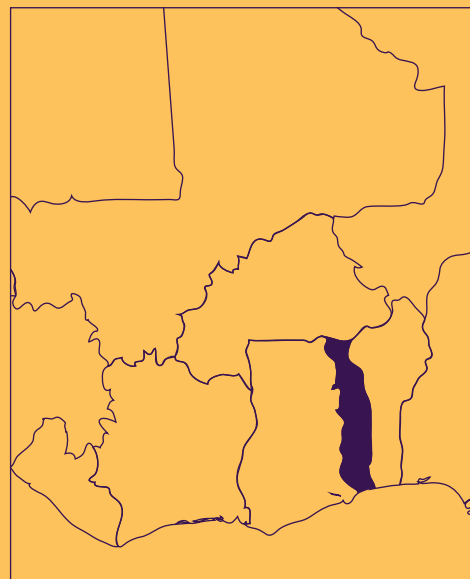
Togo

Contexte et facteurs de risque : les organisations LGBTQI au Togo opèrent dans un contexte de risques persistants, marqué par des situations d'urgence fréquentes.

Ce que le Fonds RESPOND a permis : le fonds RESPOND a soutenu des interventions d'urgence répétées et contribué à un renforcement progressif des capacités.

Tendance majeure observée : le Togo présente une forte dépendance au fonds, avec des scores élevés en matière de pertinence, d'efficacité et d'efficience, ainsi que des niveaux de durabilité relativement plus élevés.

Implications : Au Togo, le fonds RESPOND soutient à la fois la protection immédiate et le renforcement progressif des capacités de réponse aux crises.



Qu'est-ce qui rend le fonds RESPOND si efficace au sein de la communauté?

D'après les données recueillies et les documents consultés, le fonds RESPOND s'avère très efficace lorsqu'il s'agit de répondre aux situations d'urgence des communautés LGBTQI dans les pays ciblés par l'ISDAO, principalement parce que les fonds sont détenus et gérés directement au sein de la communauté elle-même. En confiant les ressources à des organisations partenaires locales de confiance plutôt que de les centraliser au sein de l'ISDAO ou auprès de bailleurs de fonds externes, le fonds permet aux personnes en première ligne dans les contextes de crises (les membres de la communauté et les activistes qui comprennent le mieux ces contextes, les risques et les priorités à l'échelle locale) d'évaluer les situations d'urgence en temps réel et d'y répondre immédiatement. Cette approche décentralisée et communautaire élimine les longs processus d'approbation, garantit un décaissement rapide (souvent en quelques heures ou quelques jours) et permet des interventions flexibles et adaptées en fonction des besoins définis par les communautés elles-mêmes, telles que la relocalisation, les soins médicaux, l'aide juridique ou le soutien psychosocial.

Cette structure favorise l'appropriation, crée la confiance et renforce la solidarité à l'échelle du mouvement grâce à des mécanismes tels que la mise en commun des ressources et l'entraide entre les partenaires. En conséquence, le fonds apporte non seulement une aide vitale au moment opportun, mais permet également de réduire la dépendance à l'égard de systèmes externes lents, renforce la prise de décision au niveau local et contribue à une résilience et à un plaidoyer à plus long terme (même dans des environnements de plus en plus hostiles) de manière beaucoup plus efficace que les modèles conventionnels de financement d'urgence.

c. Principaux résultats et pratiques efficaces identifiés

Les données issues d'enquêtes, de rapports de projet et de groupes de discussion montrent que le fonds RESPOND a obtenu des résultats significatifs en matière de protection des vies, de pérennisation des organisations et de renforcement de la résilience du mouvement. Une utilisation efficace du fonds RESPOND dépend de la prévisibilité et de la rapidité des décaissements, de subventions flexibles et fondées sur la confiance, de la sensibilité aux risques encourus par les communautés et d'une approche collective de la gestion des situations d'urgence, axée sur les mouvements. De telles pratiques garantissent des interventions adéquates, effectuées en temps et en heure, qui sauvent des vies, assurent la pérennité des organisations et renforcent la résilience dans des environnements très restrictifs.

Principaux résultats obtenus grâce au fonds RESPOND

1. Protection des vies et anticipation des risques imminents

La protection des vies et l'anticipation des risques imminents sont ressorties comme les effets principaux du fonds RESPOND. Le fonds a été systématiquement décrit par les participant-es comme salubre selon les réponses aux enquêtes, la revue documentaire et les groupes de discussion. Les données indiquent que l'aide apportée par le fonds RESPOND a permis aux partenaires subventionné-es d'éviter de se retrouver à la rue à la suite du rejet par la famille ou la communauté, de faciliter les soins médicaux d'urgence pour les survivant-es de violences ou d'agressions, d'obtenir la libération sous caution et une assistance juridique, d'éviter l'escalade de la violence collective et du lynchage, et d'appuyer l'évacuation rapide en cas de doxing ou de divulgation au grand jour d'informations préjudiciables. Ces résultats ont été documentés dans plusieurs pays – notamment au Nigeria, au Burkina Faso, au Bénin, au Togo et au Ghana – et ont été fréquemment cités par les participant-es aux groupes de discussion comme des situations où tout retard dans la réponse aurait probablement entraîné des dommages graves, voire des pertes en vies humaines.

Sans le fonds RESPOND, les partenaires ont déclaré avoir été confronté-es à la menace de fermeture imminente ou à l'impossibilité de payer la caution des membres du personnel détenus.

Avec le fonds RESPOND, des fonds immédiatement disponibles ont permis de payer la caution et de procéder à la relocalisation, préservant ainsi la continuité des activités de l'organisation.

Coup de projecteur : Au Nigeria, un-e partenaire a fait usage du fonds sous 24 heures pour reloger un-e activiste visé-e par la vindicte populaire, lui épargnant ainsi un préjudice corporel imminent, une issue qui aurait été inenvisageable si les délais habituels d'octroi des subventions avaient été observés.

2. Continuité des activités et la survie des organisations

La continuité des activités et la survie des organisations apparaissent comme l'un des principaux résultats du fonds RESPOND. Les données indiquent que le financement a permis aux organisations subventionnées de rester opérationnelles durant les périodes de crise aiguë. Les ressources du fonds RESPOND ont été mobilisées pour déménager des bureaux ou relocaliser du personnel en réponse à des menaces, renforcer les mesures de sécurité physique et numérique, couvrir des loyers d'urgence afin d'éviter les expulsions et assurer la continuité des activités des refuges lors de périodes d'arrestations massives ou d'attaques ciblées. En répondant à ces besoins urgents, le fonds a contribué à ce que les organisations ne ferment pas, que les activités ne soient pas interrompues et que l'épuisement professionnel du personnel n'empire pas. Les partenaires subventionnés ont régulièrement souligné que ces résultats étaient nécessaires non seulement pour soutenir les individus, mais également pour garantir la survie et la continuité des mouvements LGBTQI dans des contextes particulièrement contraignants et à haut risque.

3. Renforcement des capacités d'intervention en situation d'urgence

Le renforcement des capacités d'intervention en situation d'urgence a été identifié comme un résultat majeur du fonds RESPOND, les organisations signalant des améliorations durables dans leur gestion des crises. Les résultats issus des enquêtes et des groupes de discussion montrent que l'appui fourni par le fonds RESPOND a contribué à l'élaboration de protocoles de réponse aux crises, à l'amélioration des systèmes de documentation et de rapport, à la mise en place de réseaux d'aide juridique et de mécanismes d'orientation, au renforcement de la confiance organisationnelle dans la gestion des situations d'urgence et à une meilleure coordination entre les régions ainsi qu'au-delà des frontières nationales. Plusieurs organisations ont explicitement indiqué qu'il avait influencé non seulement les activités qu'elles pouvaient financer, mais également leurs modes de fonctionnement, leur permettant de passer d'une réponse ad hoc aux crises à une approche plus structurée et systématique de la gestion des urgences.

4. Renforcement de la collaboration et de la cohérence du mouvement

Le renforcement de la collaboration et de la cohérence du mouvement constitue également l'un des effets majeurs du fonds. Les données disponibles indiquent un niveau élevé d'orientation interorganisationnelle, la mise en œuvre d'interventions d'urgence conjointes entre différentes régions, un soutien étendu aux personnes non membres ainsi que l'utilisation partagée de services juridiques, de refuges et d'espaces sûrs. Les participant-es aux groupes de discussion ont systématiquement décrit le fonds RESPOND comme une ressource collective du mouvement plutôt que comme un mécanisme de subvention concurrentiel, mettant en avant son rôle dans le renforcement de la solidarité, de la confiance et de l'entraide au sein des mouvements LGBTQI, des travailleur-ses du sexe (TS) et des personnes usagères de drogues (UD).

«Le fonds RESPOND nous a permis d'agir en quelques heures, et non en quelques semaines.»

—Groupes de discussion

5. Renforcement de la dignité, de la confiance et de l'assurance au sein de la communauté

Le renforcement de la dignité, de la confiance et du sentiment d'assurance au sein de la communauté constitue un autre résultat important associé aux interventions soutenues par le fonds RESPOND. Les participant-es ont indiqué que la fourniture rapide d'une aide d'urgence avait contribué à restaurer la dignité des personnes en situation de crise, à réduire la crainte liée à la recherche d'aide, à renforcer la confiance envers les organisations locales et à consolider le sentiment d'appartenance et de protection au sein des communautés. Ces résultats, moins tangibles, mais essentiels, ont été évoqués à plusieurs reprises lors des groupes de discussion comme étant déterminants pour la résilience à long terme, l'engagement durable et la confiance communautaire, même lorsque le soutien matériel demeure nécessairement limité dans le temps.

Pratiques efficaces dans l'utilisation du fonds RESPOND

1. Rapidité et fiabilité des décaissements

La rapidité et la fiabilité des décaissements apparaissent comme l'un des principaux atouts du fonds RESPOND. Dans l'ensemble des sources de données, les répondant-es ont systématiquement identifié l'accès rapide aux fonds comme la caractéristique la plus déterminante du mécanisme. Les demandes étaient généralement traitées en quelques heures ou en quelques jours, sans longues chaînes d'approbation des bailleurs, et les fonds étaient disponibles au moment même où survenaient les urgences, plutôt que d'être conditionnés par des échéances fixes. Les participant-es ont fréquemment comparé le

fonds RESPOND à d'autres mécanismes de financement d'urgence, soulignant que les délais associés à ces systèmes rendaient souvent l'aide inefficace ou « trop tardive pour être utile ».

2. Utilisation des fonds de manière flexible et adaptée au contexte

L'utilisation des fonds de manière flexible et adaptée au contexte constitue une autre pratique particulièrement efficace. Le fonds RESPOND permet aux partenaires subventionné-es de déterminer l'allocation des ressources en fonction des besoins spécifiques à chaque situation d'urgence. Les fonds ont été mobilisés pour une large gamme d'interventions, notamment le paiement de cautions, les frais de transport, l'alimentation, les soins médicaux, la relocalisation, les frais de procédures juridiques, le renforcement de la sécurité et le soutien psychosocial, souvent de manière combinée. Cette flexibilité a été mentionnée à plusieurs reprises comme essentielle compte tenu du caractère imprévisible, complexe et fortement contextualisé des situations d'urgence, en particulier dans des environnements marqués par la pénalisation et l'insécurité.

«Les urgences ne peuvent pas attendre. Le fonds RESPOND nous a permis d'agir immédiatement, plutôt que d'attendre les autorisations alors que des vies étaient en danger et des libertés étaient menacées.»

—Enquête

3. Octroi de subventions fondé sur la confiance

L'octroi de subventions fondé sur la confiance a également renforcé l'efficacité du fonds. Le fonds RESPOND se distingue par des exigences bureaucratiques minimales en situation de crise, le recours à des rapports post-intervention plutôt qu'à une approbation préalable, ainsi que par la prise en compte du jugement et de la proximité au risque des partenaires subventionné-es. Les participant-es aux groupes de discussion ont souligné que cette approche fondée sur la confiance permettait d'intervenir plus rapidement, de réduire la pression en situation d'urgence et de renforcer l'appropriation ainsi que la responsabilité des bénéficiaires dans l'utilisation des fonds.

«Le fonds RESPOND reconnaît que les personnes les plus proches de la crise sont les mieux placées pour y répondre.»

—Groupes de discussion

4. Proximité avec les communautés et prise de décision fondée

La proximité avec les communautés et la prise de décision fondée sur les réalités du terrain ont également contribué de manière significative au succès du fonds. Ce dernier s'appuie sur la connaissance contextuelle des organisations locales, sur la vérification des situations d'urgence par les communautés concernées, ainsi que sur des mécanismes de recommandation et de validation entre pairs. Cette proximité avec les communautés affectées a permis de limiter les abus tout en garantissant la pertinence et l'adéquation des interventions. Les groupes de discussion ont souligné à plusieurs reprises que cet équilibre entre redevabilité et pertinence contextuelle constituait un facteur clé de la légitimité et de l'efficacité du fonds.

5. Intégration des interventions d'urgence et du renforcement des capacités

L'intégration des interventions d'urgence et du renforcement des capacités constitue une autre pratique efficace observée. Les interventions soutenues par le fonds ont souvent servi d'opportunités d'apprentissage, favorisant l'élaboration de protocoles de sécurité, la formation du personnel et des assistant-es juridiques, ainsi que le renforcement des partenariats avec les avocat-es et les organisations de la société civile. Cette dynamique explique pourquoi les résultats en matière de durabilité apparaissent plus marqués dans les domaines liés à la préparation et aux capacités de réponse que dans les résultats matériels à long terme, comme le montrent les résultats de l'enquête.

«Pour les TS et les UD, RESPOND a souvent été le seul soutien disponible pendant les périodes de crise.»

—Enquête

Dans l'ensemble, à travers toutes les données confondues, l'efficacité du fonds RESPOND ne relève pas du hasard. Elle résulte d'un modèle cohérent de financement d'urgence combinant : rapidité, flexibilité, confiance, proximité et orientation collective. Ce modèle génère de manière constante des résultats immédiats en matière de protection, de continuité organisationnelle et de résilience du mouvement, y compris dans des contextes marqués par l'escalade de la violence et le rétrécissement de l'espace civique.

d. Obstacles rencontrés par les partenaires subventionné-es du fonds RESPOND et stratégies d'adaptation mises en œuvre

Les partenaires subventionné-es font face à des obstacles majeurs liés à la pénalisation, à l'insécurité, à l'insuffisance des financements, aux contraintes de documentation et à la récurrence des crises. Pour y répondre, iels mettent en œuvre diverses stratégies d'adaptation, notamment la création de réseaux d'aide juridique, la mise en commun des ressources, l'adoption de pratiques de documentation flexibles, la relocalisation d'urgence, le renforcement de la sécurité numérique et l'amélioration des systèmes de gestion des crises. Les caractéristiques du fonds RESPOND facilitent ces adaptations et permettent aux organisations de réagir efficacement malgré des contraintes structurelles persistantes.

Obstacle 1 : Pénalisation et environnements juridiques hostiles

Les partenaires subventionné-es interviennent dans des contextes où les identités LGBTQI, le travail du sexe et la consommation de drogues sont criminalisés ou font l'objet d'une surveillance policière particulièrement agressive. Cet environnement juridique expose les individus et les organisations à des arrestations arbitraires, à la détention, à l'extorsion et au harcèlement policier, tout en limitant l'accès aux mécanismes officiels de protection de l'État. Ces dynamiques sont régulièrement documentées dans les rapports de projet et lors des groupes de discussion, notamment au Nigeria, au Burkina Faso, au Mali, au Togo et au Sénégal, où les acteur-rices chargé-es de l'application de la loi sont souvent perçu-es comme des sources de risque plutôt que de protection. En réponse, les partenaires subventionné-es ont adopté des stratégies pragmatiques, telles que la mise en place de réseaux informels d'aide juridique avec des avocat-es bénévoles de confiance, l'utilisation rapide des fonds RESPOND pour couvrir les cautions et les frais juridiques d'urgence, ainsi qu'un engagement sélectif et stratégique avec les acteur-rices judiciaires ou policier-es lorsque les relations pouvaient être exploitées en toute sécurité. Ces approches ont permis aux organisations d'intervenir dans des systèmes hostiles en période de crise sans accroître les risques.

Obstacle 2 : montants de financement insuffisants au regard de l'ampleur des besoins

Bien que le fonds RESPOND ait été largement décrit comme vital, les partenaires subventionné-es ont systématiquement indiqué que l'allocation d'urgence standard (généralement d'environ 1000 dollars américains) devient de plus en plus insuffisante face à l'ampleur et à la complexité des situations d'urgence. Les incidents de grande envergure, tels que les arrestations massives, les campagnes coordonnées de doxing ou les déplacements transfrontaliers, épuisent rapidement les ressources disponibles, les

fonds étant souvent consommés dès le début de l'année et laissant une capacité limitée pour répondre aux crises ultérieures. Ce défi a été souligné à plusieurs reprises lors des groupes de discussion et dans les réponses aux enquêtes ouvertes. Pour y faire face, les organisations ont adopté des stratégies de priorisation et de triage centrées sur les cas les plus critiques, ont combiné les ressources du fonds RESPOND avec leurs réserves organisationnelles ou des contributions personnelles, et ont utilisé le fonds RESPOND comme levier pour mobiliser un soutien supplémentaire en nature ou d'urgence auprès de partenaires. Si ces adaptations ont permis d'élargir l'impact des interventions, elles ont également entraîné une pression financière et émotionnelle supplémentaire pour les organisations et leur personnel.

Obstacle 3 : Difficulté à documenter les situations d'urgence dans des contextes à haut risque

Les partenaires subventionné-es ont signalé d'importantes difficultés liées à la documentation des interventions d'urgence dans des contextes instables et en évolution rapide. Ces difficultés concernent notamment la collecte de reçus lors d'évacuations ou dans des zones touchées par des conflits, la documentation des dépenses réalisées dans le cadre d'arrangements informels pour le transport, l'alimentation ou l'hébergement, ainsi que le stockage sécurisé d'informations sensibles liées aux arrestations, aux violences ou aux déplacements. Ces contraintes sont particulièrement marquées dans le nord du Nigeria et dans certaines régions du Burkina Faso et du Mali, où l'insécurité et les déplacements de populations sont fréquents. Pour y répondre, les partenaires subventionné-es ont adopté des méthodes alternatives de documentation, telles que des déclarations sous serment, des photographies et des explications narratives, tout en finalisant leurs rapports une fois les situations d'urgence stabilisées et les conditions de sécurité rétablies. Au fil du temps, de nombreuses organisations ont également renforcé leurs systèmes internes de gestion et de conservation des données. La flexibilité des exigences du fonds RESPOND en matière de rapports a facilité ces adaptations, garantissant la redevabilité sans pénaliser les organisations opérant dans des conditions extrêmes.

Obstacle 4 : Risque accru lié à la divulgation d'informations sensibles et aux menaces numériques

L'augmentation des menaces numériques est devenue un facteur majeur dans les situations d'urgence, en particulier depuis 2023. Les partenaires subventionné-es ont signalé des risques croissants liés au doxing sur les réseaux sociaux, aux campagnes de haine en ligne, à la désinformation virale et à la surveillance numérique accrue visant les activistes et les organisations. Ces menaces se sont souvent traduites par des violences physiques, des déplacements forcés ou des relocalisations d'urgence, comme l'indiquent les rapports de projet et les groupes de discussion, notamment au Nigeria

et au Mali. En réponse, les organisations ont utilisé les fonds RESPOND pour appuyer la relocalisation d'urgence du personnel et des membres des communautés, adopter des modalités de travail à distance ou de travail virtuel, et investir dans des outils ainsi que dans des protocoles de sécurité numérique. Si ces stratégies ont permis d'atténuer les risques immédiats, elles ont également entraîné des évolutions plus durables dans les modes de fonctionnement organisationnels et les pratiques de sécurité.

Obstacle 5 : Capacité interne limitée en matière de gestion de crise

Avant l'introduction du fonds RESPOND, de nombreuses organisations subventionnées s'appuyaient sur des systèmes d'intervention d'urgence informels ou ad hoc, reposant largement sur la bonne volonté du personnel et sur des contributions financières personnelles. L'accompagnement psychosocial destiné au personnel intervenant dans des crises répétées était souvent limité, voire inexistant. Les groupes de discussion ont mis en évidence un épuisement généralisé, une forte pression émotionnelle et des capacités inégales en matière de gestion de crise entre les organisations. Au fil du temps, les partenaires subventionné-es ont développé des stratégies d'adaptation, notamment l'élaboration de plans formels de gestion de crise, la formation du personnel et des bénévoles aux interventions d'urgence, ainsi que la création de répertoires de référence pour les services juridiques, médicaux et d'hébergement. L'utilisation du fonds RESPOND a contribué au renforcement progressif des systèmes internes, favorisant la mise en place de mécanismes d'intervention plus structurés et plus durables en cas de crise.

Obstacle 6 : Urgences récurrentes et solutions à long terme limitées

Les partenaires subventionné-es ont constamment souligné que les urgences constituent des événements récurrents plutôt que des situations isolées. Si le fonds RESPOND joue un rôle essentiel dans la stabilisation immédiate des crises, il ne permet pas de traiter les facteurs structurels de vulnérabilité, tandis que l'accès à des financements à long terme pour le relèvement ou la résilience demeure limité. Cette tension entre la réponse d'urgence immédiate et la durabilité à plus long terme a été largement reconnue dans les enquêtes et les groupes de discussion. En réponse, les organisations ont adopté des stratégies pragmatiques telles que la création de partenariats avec des philanthropes locaux, des organisations de la société civile et des prestataires de services, le maintien de réserves d'urgence lorsque cela est possible, ainsi que l'utilisation du fonds RESPOND comme solution temporaire tout en recherchant des financements complémentaires auprès des donateur-rices. Ces approches témoignent d'une résilience adaptative face à des contraintes persistantes, plutôt que d'une résolution complète des défis liés à la durabilité.

Ces stratégies reflètent ainsi une adaptation pragmatique plutôt qu'une solution définitive aux enjeux de pérennité.

Au-delà de ces obstacles, une tendance constante se dégage : les partenaires subventionné-es s'adaptent non pas en éliminant les risques, mais en les gérant de manière collective, pragmatique et créative. Les caractéristiques du fonds RESPOND — rapidité, flexibilité, confiance et proximité — soutiennent ces stratégies d'adaptation plutôt que de les restreindre.



Étude de cas

Protéger des vies et soutenir les mouvements : le fonds RESPOND, la Love Alliance et l'aide d'urgence aux TS et aux UD du Nigeria et du Burkina Faso.

a. Contexte et situation

Les TS et les UD sont confronté-es à certaines des formes de risque les plus graves et les plus complexes dans un contexte de rétrécissement de l'espace civique en Afrique de l'Ouest. La pénalisation, la stigmatisation sociale, l'exposition à la violence et l'accès limité aux systèmes de santé et de recours juridiques exacerbent la vulnérabilité de ces communautés fragilisées, surtout en période de crise. Au Nigeria et au Burkina Faso, ces risques sont aggravés par l'instabilité politique, la sécurité accrue et la police des mœurs, qui ciblent de manière disproportionnée des populations déjà marginalisées.

Dans un tel contexte, les situations d'urgence qui affectent les personnes TS et UD évoluent bien souvent de manière rapide, avec de graves conséquences telles que des arrestations arbitraires, un étalage au grand jour, des émeutes, des privations de soins médicaux, des relocalisations forcées et des cessations d'activité pour les organisations. Les mécanismes de financement traditionnels sont rarement pensés et conçus pour être efficaces et rapides dans de telles situations de crise. Par conséquent, les organisations communautaires travaillant avec les TS et les UD ont longtemps été confrontées à d'importantes lacunes dans le financement des interventions d'urgence.

À PROPOS DU DISPOSITIF DE LA LOVE ALLIANCE

De quoi s'agit-il? Une source de financement dédiée au sein du fonds RESPOND, destinée spécifiquement aux personnes LGBTQI, aux TS et aux UD.

Cible : Personnes LGBTQI, TS et UD.

Pourquoi : Ces groupes sont confrontés à des obstacles spécifiques liés à la criminalisation, nécessitant une réponse rapide et spécialisée.

Mise en œuvre : Le mécanisme est géré par les canaux standards du fonds RESPOND, mais réservé à des partenaires TS ou UD identifié-es.

<https://isdao.org/initiatives-speciales/>

Dans le cadre de son approche stratégique de financement axée sur les communautés, l'ISDAO, à travers le fonds RESPOND et son implication dans la Love Alliance, soutient les TS et les UD au Burkina Faso et au Nigeria afin de combler précisément ces lacunes.

La Love Alliance est une initiative mise en œuvre par un consortium dont l'ISDAO fait partie. Elle vise à lever les obstacles structurels à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, notamment les inégalités de genre, la dépénalisation, le financement des populations clés, l'amélioration de l'accès aux services de santé (santé et droits sexuels et reproductifs, VIH) et l'accès à la justice. Dans le cadre de cette initiative, l'ISDAO concentre son action sur deux pays d'Afrique de l'Ouest : le Burkina Faso et le Nigeria. Grâce à la Love Alliance, l'ISDAO s'est engagée à garantir que les organisations travaillant directement avec les organisations de TS et d'UD, au Nigeria et au Burkina Faso, disposent des ressources nécessaires pour financer les priorités qu'elles ont elles-mêmes identifiées.

Le fonds RESPOND, mis en œuvre par l'ISDAO dans ses neuf pays focaux d'Afrique de l'Ouest, a été conçu pour répondre aux situations d'urgence, en complément des autres subventions régionales. Les organisations subventionnées de la Love Alliance, tout comme celles bénéficiant des autres subventions régionales, ont également accès à ce fonds.

b. Portée et couverture au Nigeria et au Burkina Faso

Les données d'enquête provenant des organisations subventionnées du fonds RESPOND indiquent que les populations cibles ont pu effectivement bénéficier de l'initiative de la Love :

- * 68 organisations ont déclaré avoir reçu un appui du fonds RESPOND dans le cadre de la Love Alliance.
- * 53 organisations parmi les 68, soit 77,9 % des partenaires subventionnés ont confirmé que le financement avait directement bénéficié aux TS et/ou aux UD.
- * Les organisations soutenues dans le cadre de la Love Alliance sont situées au Nigeria et au Burkina Faso, les deux pays d'Afrique de l'Ouest pris en charge par l'ISDAO dans le cadre de cette initiative.

Parmi les organisations travaillant avec les TS et les UD dans le cadre de la Love Alliance:

- * Plus de 94 % (64 organisations) ont indiqué être d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation selon laquelle le fonds RESPOND avait eu un impact positif sur la santé, la sécurité ou les droits des TS et des UD.
- * Les interventions rapportées concernaient généralement un nombre limité certes, mais crucial de bénéficiaires par situation d'urgence, conformément à des objectifs de protection immédiate et de sauvegarde des vies.

Ces résultats soulignent que le financement de la Love Alliance n'est pas conçu pour une intervention à grande échelle, mais pour une action ciblée, immédiate et orientée vers la réduction des risques.

c. Types d'urgences traitées

En se penchant sur les données qualitatives, une tendance constante se dégage en ce qui concerne les types d'urgences qui affectent les TS et les UD au Nigeria et au Burkina Faso :

a. Exposition et violences ciblées

Au Nigeria, plusieurs organisations ont signalé des situations d'urgence déclenchées à l'issue de l'étalage public d'informations concernant ou relatives à des associations ou à des individus identifiés comme étant TS et/ou UD, souvent par le biais des réseaux sociaux ou la dénonciation communautaire. Cet étalage au grand jour entraîne fréquemment des menaces, des émeutes ou l'intervention des forces de l'ordre.

Le fonds RESPOND a permis d'appuyer des relocalisations rapides vers des logements sûrs, de prendre en charge les frais de voyage des personnes en situation d'urgence et de fournir une assistance temporaire à la subsistance, évitant ainsi une aggravation des actes de violence ou la perte de vie.

b. Arrestations et crises juridiques

La pénalisation demeure un facteur central dans les cas d'urgence concernant les TS et les UD. Les organisations ont évoqué des arrestations massives, des détentions sans motif d'inculpation, des cas d'extorsion et des refus d'accès à une représentation juridique.

Grâce aux subventions RESPOND soutenues par la Love Alliance, les organisations ont pu :

- payer les honoraires d’avocat-es et les cautions ;
- couvrir les frais de procédure en cas d’urgence ;
- fournir une assistance immédiate aux personnes détenues et à leurs familles.

c. Urgences médicales et réduction des risques

Au Burkina Faso, l’insécurité et les interruptions des activités ont accentué les risques sanitaires pour les UD et les TS. Le fonds RESPOND a permis de soutenir l’accès aux soins médicaux d’urgence, d’assurer la continuité des services de réduction des risques et d’approvisionner en matériel sanitaire essentiel durant les périodes où les services publics étaient inaccessibles ou posaient un danger quelconque pour les personnes concernées.

d. Histoires de changement : témoignages du terrain

Nigeria : éviter que la situation ne dégénère et préserver la dignité des personnes

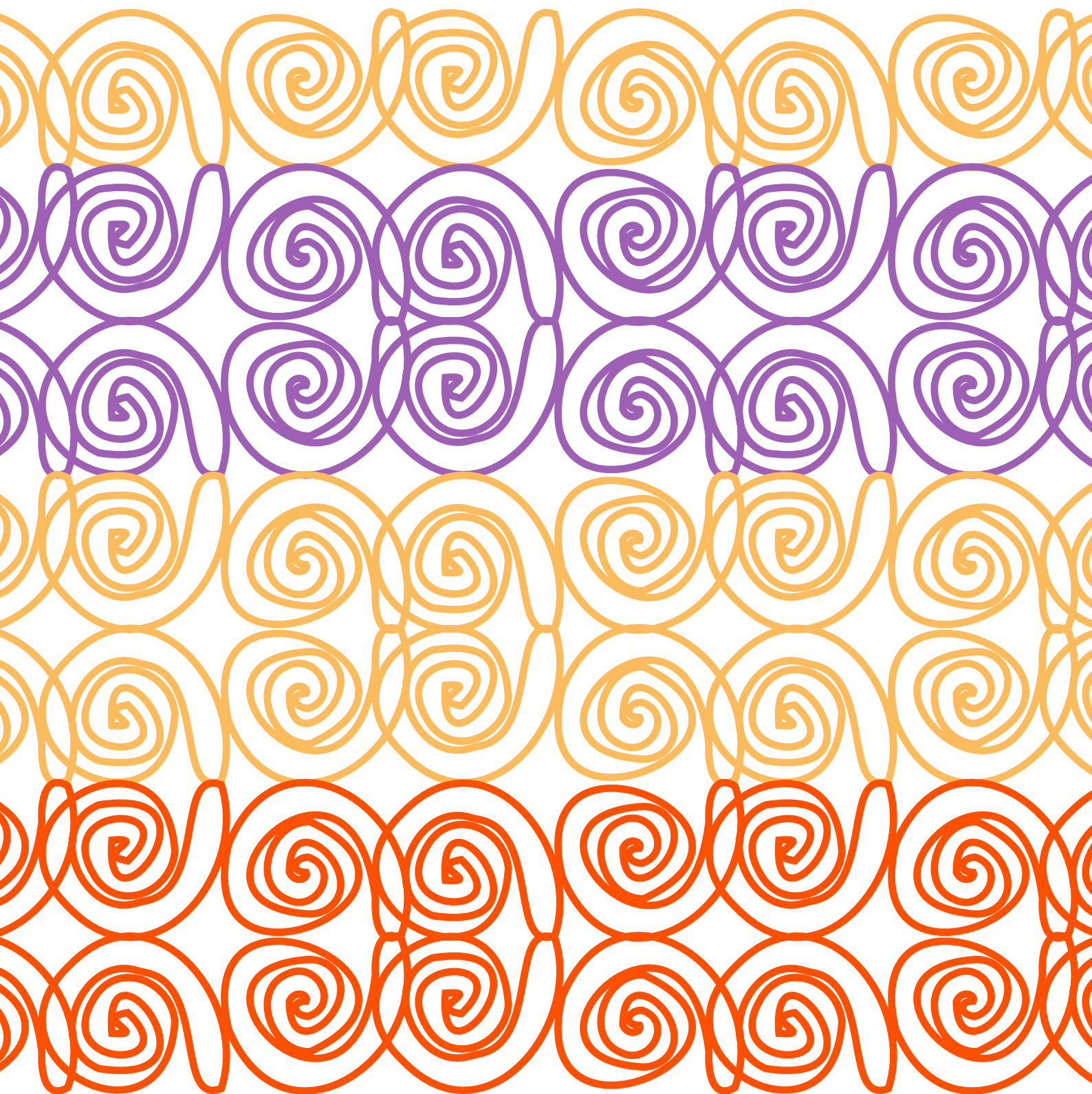
Une organisation a relaté une crise au cours de laquelle l’identité de plusieurs personnes a été exposée en ligne, donnant lieu à des menaces imminentes. Le fonds RESPOND a permis à l’organisation de reloger rapidement les personnes concernées, de leur fournir un soutien psychosocial d’urgence et de stabiliser la situation avant qu’elle ne dégénère en violences communautaires plus larges. Cette intervention a non seulement permis de protéger des vies, mais aussi de maintenir les activités de l’organisation dans un environnement particulièrement hostile.

Un autre cas est celui d’une personne travailleuse du sexe transgenre qui, après avoir été arrêtée, a été placée en détention et maltraitée. Les fonds d’urgence RESPOND ont permis de prendre en charge les frais juridiques et les besoins immédiats en matière de sécurité, ce qui a abouti à la libération de la personne et à sa protection contre d’autres préjudices. L’organisation a souligné que sans ce financement rapide, l’issue aurait probablement été bien plus grave.

Burkina Faso : Maintenir les services dans un contexte d’insécurité

Au Burkina Faso, les organisations travaillant avec les UD ont indiqué que le soutien du fonds RESPOND avait été déterminant pour maintenir la continuité des activités durant les périodes d’insécurité accrue. Le financement d’urgence a permis la mise en place d’espaces sûrs temporaires, la poursuite des activités de sensibilisation et la fourniture de services essentiels de santé et de protection dans des contextes où la mobilité et la visibilité comportaient des risques importants.

Ces interventions étaient souvent modestes sur le plan financier, mais leur impact s'est révélé significatif, car elles ont permis d'éviter l'interruption des services et ont contribué à renforcer la confiance entre les organisations et les communautés qu'elles accompagnent.



Recommandations à l'endroit de l'ISDAO et des bailleurs de fonds qui appuient le mouvement LGBTQI en Afrique de l'Ouest

Ces recommandations visent à renforcer la durabilité, l'efficacité et la résilience du fonds RESPOND, tout en préservant son mandat d'intervention rapide.

a. Actions prioritaires (impact immédiat)

Ces mesures visent à combler les lacunes les plus pressantes en matière de durabilité, de préparation et d'adéquation du financement, éléments essentiels à la durabilité et à l'efficacité à long terme du fonds.

1. Garantir des engagements de financement pluriannuels et mutualisés

Le financement à court terme limite considérablement la planification stratégique, la préparation aux situations d'urgence et la durabilité du mécanisme dans son ensemble. Les bailleurs de fonds devraient s'engager à contribuer des fonds communs (non affectés ou souples) sur une période de trois à cinq ans au fonds RESPOND, en contraste au type [actuel] de subventionnement annuel très restrictif. Une telle approche renforcerait la prévisibilité des ressources, réduirait les coûts de transaction, allégerait la charge administrative que cela implique pour l'ISDAO, permettrait des investissements proactifs dans la préparation et rendrait les interventions d'urgence plus rapides et plus efficaces.

2. Formaliser et investir dans la préparation aux situations d'urgence comme mesure d'efficacité

Compte tenu du caractère récurrent des crises auxquelles les partenaires subventionnés sont confrontés, le soutien à des mesures de préparation de base constitue une approche à la fois pragmatique et rentable à long terme. L'ISDAO devrait explicitement autoriser — et encourager — les partenaires subventionnés du fonds RESPOND à

financer l'élaboration de protocoles de gestion de crise, la constitution de répertoires prévalidés de refuges sûrs et de juristes, la préparation en matière de sécurité numérique et physique, ainsi que d'autres dispositifs essentiels. En les qualifiant de mesures de «préparation aux situations d'urgence», ces activités demeurent pleinement alignées sur le mandat d'intervention rapide du fonds, tout en réduisant les coûts futurs liés à la gestion des situations d'urgence, aux délais d'intervention et à la pression opérationnelle.

3. Augmenter les plafonds de subvention et introduire des paliers pour les situations d'urgence complexes et à haut risque

Les niveaux actuels de financement s'avèrent souvent insuffisants pour faire face à des situations d'urgence de grande ampleur ou particulièrement coûteuses, telles que les arrestations massives, les campagnes de doxing à grande échelle, les évacuations transfrontalières ou les épisodes d'escalade de la violence. L'ISDAO devrait plaider en faveur — avec le soutien des bailleurs de fonds — d'une augmentation des plafonds de subventionnement dans les contextes à haut risque avéré. Cette évolution permettrait également de financer plus facilement des interventions collectives ou pluriorganisationnelles lorsque cela s'avère pertinent, réduisant ainsi les risques de sous-financement tout en améliorant la qualité et la sûreté des réponses apportées.

b. Actions secondaires et mesures opérationnelles (renforcement de la qualité, de la cohérence et de la durabilité)

Ces améliorations visent à consolider l'apprentissage institutionnel, renforcer la résilience du personnel et accroître l'efficacité opérationnelle, sans constituer un enjeu critique pour la survie du fonds.

4. Mettre en place des mécanismes légers d'apprentissage et de documentation

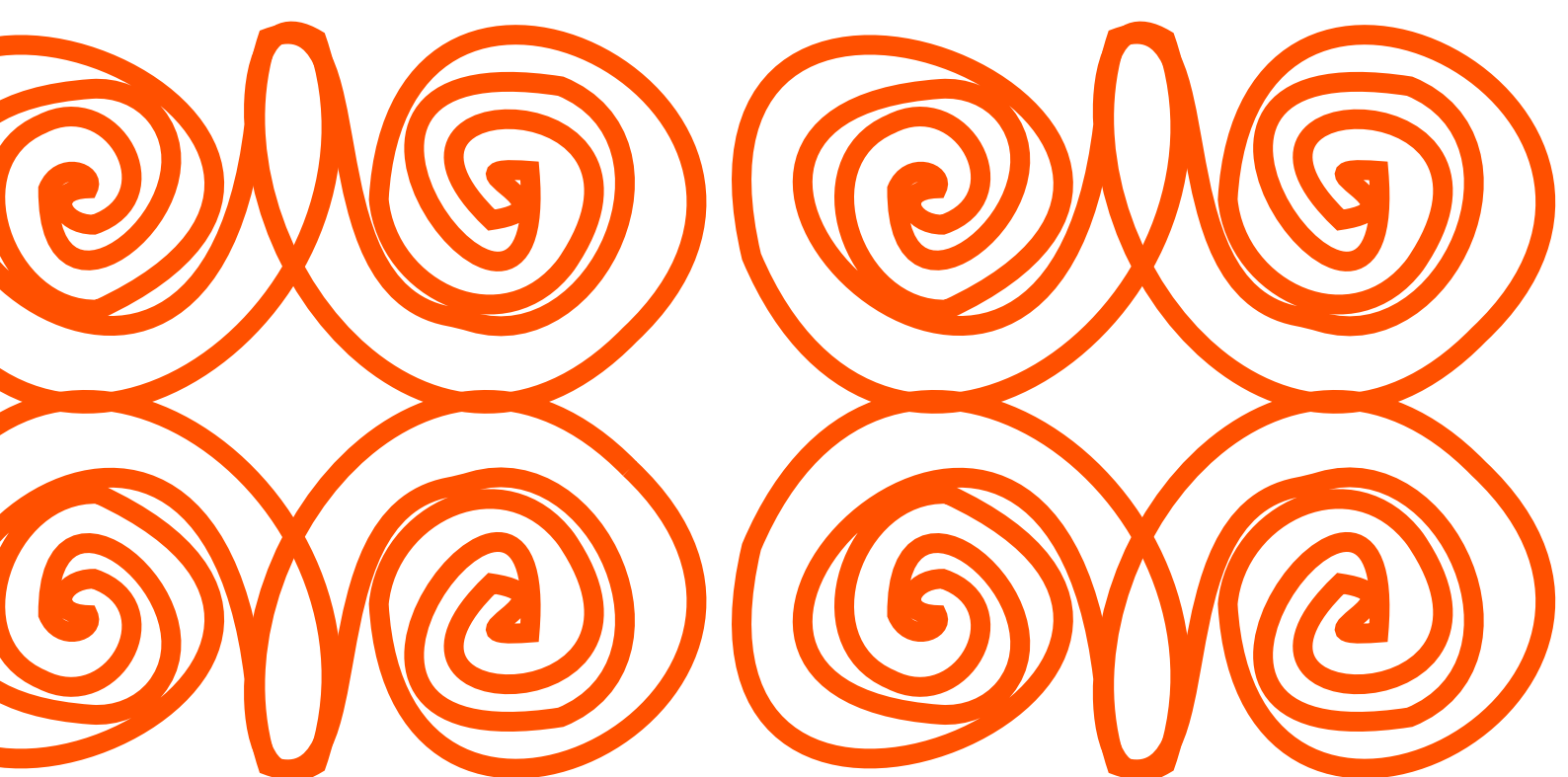
Les situations d'urgence sont source d'enseignements précieux, qui ne sont néanmoins pas documentés ni partagés de façon systématique. Afin de renforcer la mémoire institutionnelle, d'améliorer la communication avec les bailleurs et de soutenir l'apprentissage continu sans ralentir les interventions, l'ISDAO pourrait introduire des outils simples et peu contraignants, tels que des typologies d'urgence, des modèles de suivi des interventions, des listes de vérification concises pour les débriefings post-crise et de courts rapports annuels de leçons apprises. Ces outils sont à distinguer des rapports de subvention visant à assurer une conformité, afin d'éviter d'alourdir la charge administrative.

5. Institutionnaliser le bien-être et le soutien psychosocial des équipes d'intervention

L'épuisement professionnel et la pression émotionnelle qui affectent le personnel de première ligne et les partenaires subventionné-es représentent un risque réel pour la durabilité des interventions d'urgence. L'ISDAO et les bailleurs de fonds devraient reconnaître explicitement que la prise en charge des intervenant-es constitue un élément essentiel des efforts de protection, en autorisant — et si possible en encourageant — l'utilisation d'une partie des subventions d'urgence pour financer un accompagnement psychosocial, des protocoles de repos, des mécanismes d'entraide entre pair-es ou des initiatives liées au bien-être. Ces mesures contribueraient à renforcer la résilience du leadership et les capacités organisationnelles à long terme sur le terrain.

6. Renforcer et étendre les mécanismes de redevabilité moins contraignants en se basant sur la confiance

Des exigences de conformité excessivement lourdes peuvent ralentir les interventions et accroître les risques dans des contextes sensibles. Les bailleurs de fonds devraient reconnaître et soutenir explicitement les approches basées sur la confiance, en acceptant des formats de documentation flexibles et adaptés au contexte — tels que des résumés narratifs, des notes vocales, des affidavits ou des rapports rédigés après la crise — plutôt que des modèles stricts et standardisés. L'ISDAO doit continuer à plaider en faveur de ces approches afin de préserver la rapidité et la sûreté des interventions, tout en garantissant un niveau approprié de redevabilité.



c. Recommandation stratégique transversale

Soutenir la localisation sans fragmentation

Le modèle du fonds RESPOND — qui place les ressources et le pouvoir décisionnel au plus près des zones de risque — constitue déjà un bon exemple de localisation efficace. Les bailleurs de fonds et l'ISDAO devraient continuer à investir dans cette approche et à la protéger, en privilégiant les réponses collectives portées par les acteurs locaux, en évitant les mécanismes de contournement et en veillant à ce que les efforts de localisation impliquent à la fois un transfert réel de ressources et un pouvoir décisionnel effectif. Cette orientation demeure essentielle pour développer des écosystèmes d'intervention d'urgence légitimes, responsables et durables, ancrés dans l'expertise et la confiance des communautés locales.





INITIATIVE SANKOFA D'AFRIQUE DE L'OUEST

L'ISDAO est un fonds dirigé par des activistes qui se consacre à la construction d'un mouvement ouest-africain qui défend la diversité sexuelle et les droits sexuels grâce à une approche flexible de l'octroi de subventions et au renforcement d'une culture philanthropique qui promeut les droits de l'homme et la justice sociale.

 www.isdao.org

 [initiativeSankofa](https://www.facebook.com/initiativeSankofa)

 [initiative_sankofa](https://www.instagram.com/initiative_sankofa)

 [ISDAOSankofa](https://twitter.com/ISDAOSankofa)

 info@isdao.org